



System change not climate change!

Toutes les illustrations réalisées par Anna Loveday-Brown

Editorial

Nous pouvons créer un millier de Cancuns pour changer les choses!

Les discussions internationales sont paralysées par le refus des pays industrialisés à aborder leur responsabilité historique. Mais nos mouvements vont de l'avant en construisant de **réelles solutions** aux changements climatiques. A travers le monde, des paysans et paysannes, pêcheurs, éleveurs et éleveuses nomades, peuples autochtones, **formulent des solutions** – des sociétés non dépendantes des carburants fossiles, protégeant les forêts, et mettant en œuvre la souveraineté alimentaire. Ils sont de plus en plus rejoints par des mouvements populaires et de travailleurs dans les pays industrialisés qui reconnaissent les impacts de la surconsommation et de la domination des entreprises sur leur bien-être. Ces sujets vont maintenant être portés de Cochabamba à Cancun. Ceci témoigne de la force, de l'intégrité et de l'interconnectivité des mouvements pour une justice climatique et pour la souveraineté alimentaire. Mais il y a aussi des **défis à surmonter**. Des propositions qui sont sur la table saperaient, si elles étaient retenues, la capacité des populations à mettre en place les changements urgents nécessaires. Les projets de compensation de Réduction des Emissions dues à la Déforestation dans les pays en Développement, le Mécanisme de Développement Propre et la géo-ingénierie sont des solutions viciées à la base. Ils sont le résultat de l'appropriation du débat sur le climat par les grandes entreprises. Ce numéro de la lettre d'information met en lumière la nécessité pour nous de prendre en main le futur de notre planète. *Ensemble, nous pouvons créer un millier de Cancuns pour changer les choses!*

Kirtana Chandrasekaran

Coordonnatrice du programme pour la souveraineté alimentaire,
Les Amis de la Terre International



**Mobilisez
-vous!**

21 novembre

Journée Mondiale des Pêcheries

21-26 novembre

Rassemblement Mondial des Femmes Pasteurs - Mera, India

25 novembre

Journée Internationale pour l'Élimination de la Violence à l'égard des Femmes

29 novembre -10 décembre

COP 16 sur les Changements Climatiques - Cancun, Mexique

6-11 février 2011

Forum social mondial - Dakar, Sénégal

**Abonnez-vous en
ligne sur**

www.nyeleni.org



Sous les feux de la rampe

page 2



La Crise Climatique? Ce n'est pas trop tard si nous changeons le système!

Les systèmes d'autorégulation de la planète sont en train de se dégrader. Au cours des dernières dizaines d'années la **température** de la planète a rapidement augmenté en raison de la montée en flèche des concentrations de **Gaz à Effet de Serre (GES)** dans l'atmosphère, causées par l'activité humaine. L'actuel modèle néolibéral non soutenable – basé sur une consommation élevée d'énergie fossile, le consumérisme et la libéralisation du commerce facilités par les **gouvernements et les entreprises multinationales** – est en train de provoquer cette crise climatique. Par ailleurs, cette crise s'accompagne de crises financière, alimentaire et une perte massive de biodiversité. Les pays industrialisés – qui représentent 20% de la population mondiale – sont **responsables des trois quarts** environ des émissions mondiales passées de GES. Cependant, les conséquences du changement climatique **affectent les populations partout dans le monde**: les impacts des catastrophes naturelles augmentent ; les petits agriculteurs et éleveurs sont poussés hors de leurs territoires et la survie de communautés côtières et de pêcheurs est mise en péril.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maïli, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, Grain, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



Un glossaire pour naviguer dans la crise climatique!

La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) est une convention internationale adoptée par 192 pays. C'est le principal espace international aux Nations Unies pour débattre des solutions aux changements climatiques; elle fonctionne selon le principe **un pays, une voix**. Parce que le processus de l'ONU fonctionne par **consensus**, il est difficile pour les pays riches d'y imposer leurs intérêts. Ils ont toutefois fait beaucoup de tentatives pour **contourner** la convention: en essayant de reconnaître l'**accord de Copenhague** même s'il n'a pas été approuvé par consensus; en utilisant d'autres négociations internationales (comme la *Convention sur la Diversité Biologique*) pour prendre des décisions; en formant des groupes d'experts. En même temps, pendant les négociations de la CCNUCC, ils tentent de faire pression ou d'induire en erreur les autres pays et le public.

Les Gaz à Effet de Serre (GES) sont émis dans l'atmosphère et rendent la terre plus chaude qu'elle ne serait en leur absence. Les principaux gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont le dioxyde de carbone, le méthane, et l'oxyde nitreux.

Le dioxyde de carbone (CO2) est le plus commun des GES sur notre planète. Il est émis dans l'air lorsque les humains expirent, brûlent des carburants fossiles pour faire de l'énergie. La concentration en CO2 dans l'atmosphère augmente rapidement, visualisez les chiffres sur <http://co2now.org/>

La Mitigation recouvre l'ensemble de mesures mises en œuvre pour réduire les émissions de GES. Le chaos climatique étant déjà en train de prendre place autour de nous, des mesures d'**adaptation** sont planifiées pour réduire l'impact du changement climatique.

Un puits de carbone est un réservoir (par exemple les océans ou les forêts) qui stocke le dioxyde de carbone après l'avoir capté dans l'atmosphère. Ce processus est appelé la séquestration du carbone.

La dette climatique est la dette que les pays développés ont envers les pays en développement, la planète et les générations futures pour avoir causé le changement climatique. Il est juste de reconnaître cette dette, mais il est nécessaire d'aller au-delà et d'exiger un changement du système pour qu'il n'y ait plus de dette climatique.

Fausse solutions!

La Géo-ingénierie est la manipulation intentionnelle de l'environnement pour contrer les effets indésirables des activités humaines. Plus qu'une combinaison de technologies, c'est par contre **une stratégie politique**. Biochar, blanchissement des nuages, volcans artificiels et fertilisation des océans.

Plantes transgéniques et semences OGM: Monsanto a mis au point de nouvelles semences OGM qui sont supposées s'adapter au changement climatique – les «semences préparées au climat».

L'agriculture sans labour est théoriquement une méthode utilisée pour augmenter la quantité de carbone stockée dans le sol en ne le retournant pas. Monsanto fait du lobbying pour assurer la reconnaissance de cette pratique dans le cadre de Kyoto – pour le profit des producteurs de soja en monoculture.

Les agrocarburants regroupent un large spectre de carburants produits à partir de biomasse mais leur culture est une cause principale de l'appropriation des terres et leur bilan énergétique est souvent nul! <http://www.foeurope.org/agrofuels/index.html>

L'histoire de la pollution: d'un privilège à un droit

Le protocole de Kyoto, entré en vigueur en 2005, est un accord **légalement contraignant** lié à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) pour réduire les émissions de GES. Le protocole fixe des **cibles contraignantes** pour les pays développés (*Annexe 1* du protocole) pour réduire leurs émissions de 5% en moyenne par rapport au niveau des émissions en 1990, sur la période 2008-2012. D'un côté le protocole de Kyoto est le **seul accord contraignant** existant sur ce sujet vital, même si tous les pays de la CCNUCC ne l'ont pas ratifié: par exemple les Etats-Unis. D'un autre côté le protocole est aussi responsable de la création des **mécanismes de marché** qui ont permis aux pays riches d'éviter de faire ces réductions. Un pays de l'*Annexe 1* peut atteindre sa cible en 2012 en réduisant les émissions sur son territoire ou dans une autre partie du monde à travers ces mécanismes. Le protocole donne un prix à la pollution, la divise en unités et la met sur le marché, ouvrant la porte à la spéculation! Les mécanismes:

Le marché des émissions

Les émissions de GES sont maintenant **commercialisées** comme une **marchandise**. Tous les pays développés reçoivent une limite de la quantité de carbone qu'ils peuvent émettre (qu'ils répartissent entre leurs activités industrielles et commerciales). Le marché des émissions permet aux pays qui ont des unités d'émission excédentaires – car ils ont pollué moins que leur limite – de vendre ces unités aux pays qui polluent trop. Puisque le **dioxyde de carbone** est le principal GES, on parle simplement de marché du carbone. A travers l'achat de ces unités, les pays développés **achètent le droit de continuer à polluer comme avant**. Ce n'est qu'une question d'argent!

Le Mécanisme de Développement Propre

Le MDP est l'outil compensatoire le plus utilisé par les pays de l'*Annexe 1*. Ces pays peuvent compenser leurs émissions en investissant dans des projets de «**réductions d'émissions**» dans des pays en développement – en échange de crédits qui peuvent être comptés comme des réductions d'émissions ou vendus sur le **marché du carbone**. Cela permet aux pays riches de **continuer à polluer** en finançant des projets controversés dans les pays en développement (ex: piègagement de gaz industriels, construction de gros barrages hydroélectriques, monocultures pour l'industrie de la biomasse). Ces projets mettent souvent en **péril la vie et les droits des communautés locales**; ne servent que les profits des entreprises privées et promeuvent l'accaparement des terres. http://unfccc.int/kyoto_protocol/items/2830.php

L'Europe en particulier applique ces **fausses solutions** et a établi le plus grand marché de gaz à effet de serre au monde (Le Système Communautaire d'Echange de Quotas d'Emission - SCEQE). Cependant, **au lieu de diminuer, les émissions ont en fait augmenté**. En 2008, une nouvelle phase de mécanismes compensatoires a commencé, et après une baisse des émissions – principalement due à la crise économique mondiale - on s'attend à voir les émissions européennes **augmenter de nouveau** avec le rétablissement des économies¹.

Prochainement! La privatisation des forêts et l'aubaine des émissions de carbone

Non satisfait d'avoir mis les émissions dans les mains des marchés et des intérêts privés, le débat vise maintenant à **inclure les forêts dans la partie**. **Des propositions sur les forêts** dans les discussions des Nations Unies sur le climat, connues sous le nom de REDD (Réduction des Emissions dues à la Déforestation dans les pays en Développement), sont vantées comme une solution pour les changements climatiques, la biodiversité et les droits des communautés tout en offrant des **opportunités d'investissement**. Alors que le REDD est construit pour apporter d'**énormes profits aux entreprises**, dont celles engagées dans la déforestation, les compagnies énergétiques et les négociants de carbone, les autres bénéficiaires attendus apparaissent malheureusement trop beaux pour être vrais. Les détails ne sont pas complètement acceptés mais presque toutes les propositions des gouvernements soutiennent le **marché du carbone forestier**, qui permettrait essentiellement la **privatisation des forêts dans les pays en développement pour générer un droit de polluer pour les riches pays industrialisés**. Parmi les autres risques on compte le financement de plantations en monoculture d'arbres incluant des arbres et cultures OGM (Organismes Génétiquement Modifiés), et le **déplacement de communautés** dû à l'augmentation de la valeur des forêts, déchainant l'accaparement des terres. L'idée du REDD se développe très rapidement, avec des projets pilotes déjà en cours sur le **terrain**. **Nous devons nous mobiliser** pour empêcher un mauvais accord que les gouvernements, parmi lesquels celui du Mexique, vont essayer de sceller à Cancun lors de la COP 16 (la 16ème conférence des membres de la CCNUCC).

Pendant ce temps, **les entreprises multinationales** utilisent la crise climatique comme une **opportunité pour faire plus de profits** en développant de nouvelles technologies pour «solutionner» le réchauffement climatique (voir encadré). Les technologies de géo-ingénierie font partie de cette tendance, mais il y a quelques semaines à Nagoya, lors de la COP 10 de la Convention des Nations Unies pour la Diversité Biologique (CDB), la totalité des 193 pays membres de la convention se sont mis d'accord **par consensus sur un moratoire sur les projets et expérimentations de géo-ingénierie**. Mais il n'y a pas que des bonnes nouvelles – la CDB a également discuté la mise en œuvre d'un mécanisme de marché pour la conservation de la biodiversité (le Mécanisme de Développement Vert)².

1 - <http://www.grist.org/article/cap-and-trade-filling-up-the-political-space-that-should-be-used-for-real-s>

2 - <http://www.handsoffmotherearth.org/2010/10/great-news-un-agrees-moratorium-on-geoengineering-experiments/> et <http://www.etcgroup.org/en/issues/geoengineering>



De vraies solutions émanant des populations!

La COP 15 (la 15^{ème} conférence des membres de la CCNUCC) s'est soldée par un échec en décembre 2009, avec le supposé accord³ de Copenhague qui ne contient **aucun engagement réel** de réduction des émissions. Des mouvements sociaux des organisations de la société civile et certains gouvernements ont organisé une réunion alternative à Cochabamba en Bolivie, la *Conférence Mondiale des Peuples du Monde sur les Changements Climatiques* et les Droits de la Terre Mère. L'*accord des peuples* final présente un cadre complet d'analyse et d'actions pour résoudre la crise climatique: il attribue la **principale responsabilité au modèle capitaliste**, et propose des mesures pour protéger **les droits de Pachamama** (la Terre Mère) et ses populations. L'immense défi de stopper le réchauffement global ne peut être relevé qu'à travers une transition des économies **dépendantes des combustibles fossiles** vers la promotion de politiques de réduction de la consommation et de développement de l'accès public aux énergies renouvelables. En particulier un **profond changement dans les pratiques agricoles** doit être opéré vers le modèle de production durable utilisé par les peuples indigènes et les populations agricoles rurales, ainsi que vers d'autres pratiques qui contribuent à la **souveraineté alimentaire**. Plusieurs études montrent que **les paysans et paysannes et les peuples indigènes peuvent réduire les émissions mondiales actuelles de 50 à 75%**: à travers la récupération de la matière organique des sols; la réorientation du système alimentaire mondial industrialisé et énergivore; en rompant avec l'élevage intensif; l'expansion des marchés locaux et de la disponibilité d'aliments frais et l'arrêt de la déforestation⁴.

Après des semaines de négociations d'abord à Bonn puis à Tianjin, plusieurs propositions de l'Accord des Peuples ont été incluses dans le texte de négociations sur les changements climatiques⁵. L'Accord presse la **COP 16** d'approuver un amendement au protocole de Kyoto pour la seconde période d'engagement de 2013 à 2017, pendant laquelle les **pays développés doivent accepter des réductions significatives des émissions domestiques en excluant les marchés de carbone ou autres mécanismes compensatoires qui masquent l'échec de réductions authentiques de GES**.

3 - A la dernière minute, l'accord a été adopté par seulement 100 pays menés par les Etats-Unis et la Chine.

4 - <http://viacampesina.net/downloads/PAPER5/FR/paper5-FR.pdf> et www.grain.org/go/climatecrisisrefs

5 - <http://pwccc.wordpress.com/2010/10/13/cochabamba-proposals-will-be-brought-to-cancun/>

L'accord des peuples de Cochabamba!

Le **système capitaliste** est la principale cause de la crise, nous devons passer à de **nouveaux modèles basés sur une justice sociale, environnementale et climatique**. Le droit à la **souveraineté alimentaire** est une des principales solutions pour refroidir la planète. D'autres sont:

- * Mettre au point une **Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère**;
- * **Protéger les droits** de ceux qui sont forcés à migrer à cause du changement climatique;
- * Limiter l'augmentation de température globale à **1°C**;
- * **Réduire de 50%** les GES par rapport aux niveaux de 1990 sur la seconde période du protocole de Kyoto (2013-2017);
- * **Rejeter** le marché du carbone et tous les autres mécanismes compensatoires, REDD compris;
- * Créer un **Tribunal du Climat et de la Justice Environnementale**;
- * Tenir un **Référendum Mondial sur le Changement Climatique** pour laisser chacun décider sur ce sujet.

<http://pwccc.wordpress.com/support/>



Mobilisons-nous contre les fausses solutions pendant la COP 16!

Rejoignez les mouvements sociaux, organisations environnementales, femmes, jeunes, peuples autochtones, paysans et paysannes, communautés de pêcheurs, pasteurs, pauvres urbains, coalitions anti-dette et les communautés affectées qui vont se rassembler à Cancun.

Espaces et initiatives

Diálogo climático-Espacio Mexicano - <http://www.dialogoclimatico.org/>

Klimaforum - <http://10.klimaforum.org/>

Les Caravanes Internationales pour la vie, la résistance et la justice environnementale et Le Forum Global Alternatif pour la Vie, l'Environnement et la Justice Social - lvc.cancun@gmail.com ou prenez part aux actions **«des milliers de Cancuns pour une justice climatique»** organisés dans votre propre communauté!

L'écho des campagnes

Les changements climatiques en Indonésie.

Entretien avec Elisha Kartini Samon, membre du Département d'Etudes des Politiques à l'Union des Paysans Indonésiens (SPI)

Le vrai visage du REDD, un mécanisme créé «pour protéger les forêts et combattre les changements climatiques. L'Indonésie est un des neuf pays qui mettent en œuvre des projets pilotes dans le cadre du REDD. A l'heure actuelle dans le pays il y a 22 projets (le premier a débuté en 2007), sur un total de 26,6 million d'hectares (ha) de terres qui sont supposés avoir « conservé » ces terres. Le plus grand d'entre eux est à Sumatra.

Quel est l'impact du REDD? De nombreux paysans ont déjà été **expropriés** de leurs terres, parce que beaucoup de petits producteurs dans ces régions travaillent à l'intérieur de la forêt. Les gens de la forêt ont de petites parcelles sur lesquelles ils cultivent des légumes. Mais le REDD leur interdit de pénétrer dans leurs parcelles. Un cas important d'expropriation a lieu à Jambi, recouvrant 101 000 ha, et le projet est soutenu par l'Angleterre et BirdLife International⁶; beaucoup d'ONG internationales soutiennent ces programmes. Les **paysans et paysannes ont interdiction de vivre et de travailler dans la zone**, et même le ramassage de bois n'est désormais plus autorisé, car il a été dit qu'ils contribuent à la déforestation.

Est-ce le principal danger pour les communautés locales? Non, ce n'est pas le seul. Un autre phénomène en Indonésie est l'émergence de ce qu'on appelle les **courtiers de carbone**. Ils viennent d'habitude rencontrer un groupe de paysans et paysannes, en leur proposant de planter des arbres. Ils essaient de les convaincre que c'est facile: ils reçoivent les graines et après dix ans ils seront payés! Les paysans n'ont pas le droit de

«Après la feuille de route de Bali, les politiques du gouvernement indonésien ont changé sur les sujets relatifs au climat et les agrocarburants. L'Indonésie, comme le Brésil et la RD Congo, sont des pays qui ont toujours de vastes forêts tropicales et terres, au point qu'ils deviennent de gros marchés pour le commerce du carbone, le mécanisme de REDD, les projets de conservation et d'agrocarburants... »

planter autre chose que des arbres! Où vont-ils trouver leur nourriture? **Comment ceci fonctionne-t-il exactement?** Dans la région où je travaille, le courtier est une personne locale, qui a des contacts internationaux et a déjà convaincu beaucoup de paysans de commencer ces plantations. Il offre aux partenaires internationaux un morceau de terrain dans une région, et ceux-ci font une offre pour ce terrain. Le courtier reçoit de l'argent en tant qu'intermédiaire; **les acteurs internationaux reçoivent des crédits de carbone à vendre sur le marché ou à échanger.**

La situation devient plus complexe si l'on ajoute les agrocarburants...Oui, en effet. Un an après que l'Union Européenne ait fixé son objectif sur les agrocarburants pour 2020⁷, le président indonésien a lancé le décret présidentiel sur les agrocarburants, qui promeut la production d'agrocarburants, et sa distribution partout dans le monde. L'agrocarburant «le plus efficace» en Indonésie est **l'huile de palme**. En seulement trois ans, les cultures de palmiers ont augmenté de 1,3 million d'hectares! Des îles comme Java et Papua ne sont pas des zones habituelles pour la production de palmiers à huile mais ils y sont maintenant cultivés aussi. Sur Java, nous produisons la plupart de l'alimentation à usage domestique, s'ils commencent à y cultiver des palmiers cela sera **une menace sérieuse pour la souveraineté alimentaire de tous les peuples indonésiens**. De plus, l'UE a proposé à la CCNUCC que la culture de palmiers soit considérée comme de la forêt, pour profiter des mécanismes de marché. Les cultures de palmiers à huile **détruisent** le sol, utilisent des produits chimiques et d'énormes quantités d'eau. Beaucoup de paysans

ont été obligés de passer à la culture de palmiers, parce qu'ils en étaient entourés et ne pouvaient rien faire pousser d'autre, il n'y a pas assez d'eau et de nutriments dans le sol pour d'autres légumes. Comment cela peut-il être considéré comme de la forêt?

Y a-t-il des avantages? Aucun, la production n'est même pas pour un usage domestique ! L'Indonésie exporte 80% de la production, d'abord vers l'Inde et ensuite vers l'Union Européenne. En 2008 l'Indonésie a subi deux importantes crises alimentaires, toutes deux intimement liées à l'expansion des agrocarburants: la crise du soja et la crise de l'huile de cuisson. Pour l'huile de cuisson, on utilisait dans le passé l'huile de noix de coco mais dans les années 1970 et 1980 il y a eu une grande transition dans l'industrie de l'huile de cuisson et il était moins cher de produire et d'utiliser de l'huile de palme. Donc tout le monde utilise maintenant l'huile de palme pour cuisiner, et pendant de nombreuses années nous pouvions produire assez. En 2008, le prix de l'huile de palme sur le marché international est

devenu si élevé qu'aucune entreprise ne voulait plus vendre d'huile à usage domestique, et elles exportaient tout... Il n'y avait donc plus d'huile de cuisson dans le pays et les femmes et les enfants faisaient la queue pendant des heures pour en obtenir. Un paysan m'a dit: *nous vivons dans un océan de palmiers et nous ne pouvons pas obtenir d'huile de cuisson! Nous sommes entourés de plantations, mais nous ne pouvons même pas avoir une bouteille d'huile de cuisson dans notre maison.*

6 - Le gouvernement indonésien a accordé une concession à un consortium : un groupe local, Burung Indonesia, la Société Royale de Protection des Oiseaux britannique, et Bird-Life International. Ils ont formé un groupe appelé PT Restorasi Ekosistem Indonesia. Plus d'informations sur http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=654:small-farmers-victims-of-forest-carbon-trading&catid=48:climate-change-and-agrofuels&Itemid=75

7 - 10% des énergies renouvelables consommées en 2020

Pour plus d'informations sur l'Union des Paysans et Paysannes Indonésiens (SPI)) <http://www.spi.or.id/en/>

Le monde en paroles

Des milliers de personnes luttent pour leur dignité et le Sumak Kawsay – bien vivre!

Des centaines d'organisations de toute l'Amérique Latine ont participé à la 5ème conférence de la *Coordination Latino Américaine des Organisations Rurales* (CLOC-Vía Campesina) à Quito, du 8 au 16 octobre. La *Déclaration de Quito* envoie un message clair **contre le système néolibéral qui détruit la Terre Mère**, et exprime sa solidarité avec toutes les personnes qui résistent partout dans le monde. La conférence témoigne que l'Amérique lutte contre le pillage du système du capital, pour la souveraineté des terres et des peuples!

Pour la couverture de l'événement

<http://www.radiomundoreal.fm/V-Congreso-de-la-CLOC?lang=en> - Déclaration finale sur

<http://www.cloc-viacampesina.net/es/congresos/v-congreso/noticias/404-cloccomunicacion> 45

Souveraineté alimentaire dans le Sahel

Après un demi siècle d'indépendance, les pays du Sahel font face à une **insécurité alimentaire chronique**. Au Niger, une énorme crise touche en ce moment plus de 7 millions de personnes. Convaincu que l'insécurité alimentaire n'est pas inévitable, le *Consortium Nigérien pour le Droit à l'Alimentation et la Souveraineté Alimentaire* a organisé un forum en octobre pour développer la prise de conscience sur ce sujet. Cela a été une formidable opportunité pour les organisations de la société civile de se concerter sur la nécessité de mobilisation pour le droit à l'alimentation. Plus d'informations sur <http://www.alternativeniger.org/spip.php?rubrique79>

Les Etats-Unis voient la naissance d'une nouvelle alliance pour la Souveraineté Alimentaire!

Emanant du Groupe de Travail Etats-unien sur la Crise Alimentaire pendant le Forum Social de Détroit, l'Alliance Etats-unienne pour la Souveraineté Alimentaire est la première en son genre aux Etats-Unis ! De nombreuses actions pour la justice et la souveraineté alimentaire ont été organisées partout aux Etats-Unis pour célébrer son essor. **Justice pour les Peuples de la Terre et de la Mer!** Pour en savoir plus aller sur www.usfoodsovereigntyalliance.org ou contacter Tristan Quinn-Thibodeau tristan@whyhunger.org

Le Comité réformé de la Sécurité Alimentaire Mondiale des Nations Unies (CSA) fait ses premiers pas

La première session du CSA des Nations Unies, qui s'est terminée le 15 octobre à Rome, a montré que la longue lutte pour sa restructuration était un effort **qui valait la peine**. Les mouvements sociaux ont pu y participer pleinement. Pendant la session les gouvernements ont soutenu le processus de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour développer des *Directives Volontaires sur la tenure des Terres et des autres Ressources Naturelles*. Ils ont confirmé l'importance de continuer ce travail

d'une manière **participative**. Plusieurs gouvernements ont soutenu la position des mouvements sociaux sur

le fait que les principes de la Banque Mondiale sur «l'investissement responsable dans l'agriculture» (RAI) ne devrait pas être approuvé par le CSA.

Le CSA a «décidé de commencer un processus inclusif de réflexion sur ces principes».

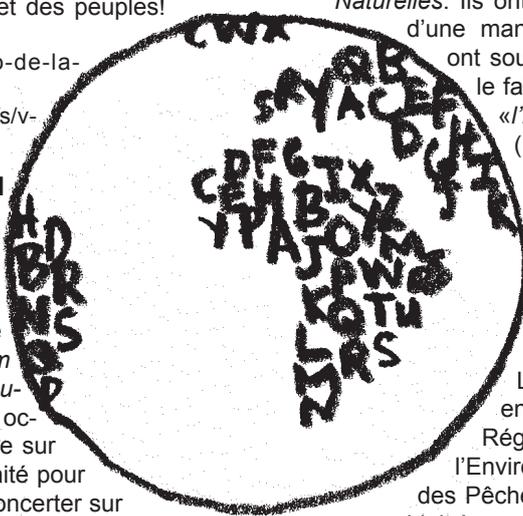
Rapport final sur www.fao.org/cfs/accueil-de-la-csa/fr/ Pour plus d'informations sur les *Directives Volontaires* et sur le RAI voir le *bulletin Nyéléni Num0* www.nyeleni.org

Droit de vivre le long de la côte!

Le 29 octobre était le jour d'action partout en Inde contre la Notification de Zone de Régulation Côtière 2010 émise par le Ministère de l'Environnement et des Forêts. La Fédération Kerala des Pêcheurs Indépendants a affirmé que la notification semblait ignorer totalement la demande de longue date des communautés de pêcheurs pour leur droit de vivre le long des côtes, car elle ne les protège pas, ni d'ailleurs l'environnement côtier. Plus d'informations sur <http://www.keralafishworkers.in/news.htm>

Premier rassemblement mondial des Femmes Pasteurs

L'élevage nomade joue un rôle important dans la gestion des ressources naturelles. Cependant les pasteurs sont souvent marginalisés; et les femmes pasteurs encore plus. En dépit des nombreux défis auxquels elles sont confrontées, les femmes pasteurs peuvent être des forces **influentes pour le changement**. Le *Rassemblement Mondial des Femmes Pasteurs* sera le premier en son genre. **21/26 novembre** - Mera, Inde, www.womenpastoralists.com



Prochain numéro de la newsletter sur **l'élevage intensif!**

Envoyez vos contributions - informations, histoires, photos, entretiens - à info@nyeleni.org avant le **15 décembre!**

A lire, à écouter, à voir et à partager

- Pour en savoir plus sur la *géoingénierie* visitez le site du *ETC Group* <http://www.etcgroup.org/en/issues/geoengineering>
- Pour en savoir plus sur les marchés de carbone visitez le site du *Carbon Trade Watch* www.carbontradewatch.org
- Pour suivre l'Assemblée Européenne pour la Justice Climatique, 26-29 nov sur <http://climateassembly.wordpress.com/>
- Video sur *Cap and Trade* <http://storyofstuff.com/capandtrade/index.php>
- Chansons sur le changement climatique

<http://www.sica.int/busqueda/Noticias.aspx?IDItem=54235&IDCat=3&IdEnt=1&Idm=1&IdmStyle=>

http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=499:via-campesina-in-the-qsolidarity-village-for-a-cool-planet&catid=41:video

Pour des informes et plus de références www.nyeleni.org

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840–1877

